

CONTRE LA CRISE, DEFENDRE LES TRAVAILLEURS

1. En ce moment, au Portugal, nous subissons des politiques de dérégulation sociale et d'une super-austérité qui augmentent systématiquement le chômage (à des niveaux insoutenables), diminuent les revenus, aggravent les inégalités, la pauvreté et l'exclusion et provoquent l'insécurité et le désespoir de beaucoup de familles.

2. L'UGT s'est toujours fortement opposée à ces politiques. Nous avons lutté contre les mesures abusives ce qui a conduit à l'échec de beaucoup d'entre elles (une demi heure de travail par jour en plus, l'augmentation de la TSU – acronyme portugais pour désigner la Taxe de Contribution pour la Sécurité Sociale), une défaite en ce qui concerne la diminution de 10% de l'indemnité chômage et de l'indemnité sociale de chômage, ...) et introduisant des changements significatifs dans les politiques économiques et sociales. Nous défendons des politiques de Croissance et d'Emploi, le dialogue social et la négociation collective et nous exprimons notre totale opposition à la destruction de l'État Social (notamment via une révision de la Constitution de la République Portugaise).

3. Le 14 novembre, mercredi prochain, et à la suite de la décision du Secrétariat National de l'UGT, quelques syndicats affiliés ont déposé des préavis de grève ayant pour but des actions conjointes ou bien des grèves convergentes contre l'austérité et en défense d'un Contrat Social pour l'Europe, dans le contexte de la Journée d'Action Européenne du 14 novembre.

4. Il y a des raisons spécifiques et des raisons générales qui justifient la contestation, notamment en ce qui concerne l'Administration Publique et le Secteur comprenant les Entreprises Publiques et les très fréquentes situations de blocage de la négociation collective bien comme une hausse significative du chômage dans le Secteur Privé.

5. Il y a des raisons valables qui justifient l'opinion de beaucoup de syndicats que ce n'est pas le moment le plus adéquat pour faire une grève (bien qu'ils aient fait le dépôt des préavis de grève afin de mieux défendre leurs affiliés/ées qui décident d'y adhérer), soit par des raisons ayant directement trait à la genèse de cette grève, soit parce qu'ils sont d'opinion que la voie du dialogue est celle qui mieux défend les intérêts de leurs affiliés/affiliées ou bien parce qu'ils défendent des actions de lutte à promouvoir postérieurement.

6. L'UGT rejette l'absence de dialogue politique et l'imposition de mesures sociales qui ne font qu'aggraver les inégalités (ayant surtout des impacts négatifs pour les travailleurs, les chômeurs et les retraités) et qui conduisent à l'accroissement de la crise économique et du chômage et qui représentent la violation des engagements pris par le Gouvernement.

L'UGT réaffirme sa détermination en défense d'une sortie pour la Crise, par la Croissance et l'Emploi, avec Justice Sociale et Solidarité, Dialogue Social et Négociation Collective.

Lisbonne, le 12 novembre 2012